

Art. 2. In afwijking van artikel 1 van het decreet van 3 juli 1986, sinds de inwerkingtreding van dit decreet tot 31 december 2001, wordt het bedrag van de inhouding verhoogd voor de ambtenaren wier jaarlijkse bruto-totale bezoldiging ten minste 1 000 000 frank bedraagt. Het verhogingspercentage van de inhouding wordt bepaald als volgt :

0,6 % voor de ambtenaren wier jaarlijkse bruto-totale bezoldiging begrepen is tussen 1 000 000 frank en 1 499 999 frank;

1 % voor de ambtenaren wier jaarlijkse bruto-totale bezoldiging begrepen is tussen 1 500 000 frank en 1 999 999 frank;

1,4 % voor de ambtenaren wier jaarlijkse bruto-totale bezoldiging begrepen is tussen 2 000 000 frank en 2 499 999 frank;

1,5 % voor de ambtenaren wier jaarlijkse bruto-totale bezoldiging gelijk is aan 2 500 000 frank of meer.

Art. 3. In afwijking van artikel 10 § 3 van het decreet van 3 juli 1986 maakt de premie bepaald in artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 1995 betreffende de aanstelling voor bepaalde betrekkingen bij de RTBF voor bepaalde duur, deel uit van de bruto-totale bezoldiging voor de berekening van de verhoging van de inhouding zoals bepaald in artikel 2.

Art. 4. Onverminderd artikel 1 van het decreet van 3 juli 1986 dragen de personeelsleden die leden worden van het vastbenoemd personeel van de RTBF tussen de datum van inwerkingtreding van dit decreet en 31 december 2001 en wier datum van indiensttreding bij de RTBF voorafgaat op 14 oktober 1995, bij in de betaling van de overlevingspensioenen door een enige inhouding geïnd op de datum van hun vaste benoeming.

Die inhouding is gelijk aan het verhogingspercentage zoals bepaald in artikel 2, toegepast op de bezoldigingen geïnd tijdens het tijdperk tussen de datum van inwerkingtreding van dit decreet en de datum van hun vaste benoeming.

De RTBF stelt het totaal bedrag van de inhoudingen die overeenkomstig lid 1 en 2 zijn gedaan ter beschikking van het Fonds voor de pensioenen, opgericht bij het decreet van 18 mei 1992.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op de datum van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 mei 1999.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Nota

Zitting 1998-1999

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 330-1. — Verslag nr. 330-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 1999.



F. 2000 — 44

[99/29644]

7 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le règlement d'ordre intérieur de base des établissements d'enseignement secondaire organisés par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire notamment l'article 5, § 3, 9° tel qu'inséré par le décret du 8 février 1999;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre modifié par le décret du 8 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999 définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 juin 1999;

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux établissements d'enseignement secondaire, en ce compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, ordinaire de plein exercice et à horaire réduit et aux internats autonomes relevant de l'enseignement obligatoire organisés par la Communauté française.

Art. 2. Des règles complémentaires au règlement d'ordre intérieur de base peuvent être édictées par le chef d'établissement. Ces règles complémentaires sont soumises à l'avis préalable du conseil de participation de l'établissement. Sauf improbation par le Ministre ou son délégué, pour erreur de droit ou contrariété à l'intérêt général, elles sont de plein droit d'application au terme d'un délai de soixante jours à dater de leur notification à la Direction générale de l'enseignement obligatoire. L'avis du conseil de participation est joint à cette notification.

Art. 3. Toute demande d'inscription d'un élève émane des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur.

Elle peut également émaner d'une personne qui assure la garde en fait du mineur pour autant que celle-ci puisse se prévaloir d'un mandat exprès d'une des personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Le chef d'établissement ou son délégué informe la ou les personnes dont émane l'inscription que l'élève ne devient régulier qu'à la réception des documents fixés par les textes légaux, règlements et instructions administratives, dont il communique la liste.

Art. 5. Le chef d'établissement qui admet un élève libre doit faire signer par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève majeur, un document attestant qu'il(s) a (ont) été averti(s) que cet élève ne recevra aucun titre à la fin de l'année scolaire, une attestation de fréquentation des cours pouvant toutefois être délivrée.

Art. 6. La fréquentation assidue des cours constitue le fondement même de la régularité des études. Les élèves sont tenus de suivre effectivement et assidûment tous les cours, rattrapages, stages et toutes les activités culturelles et sportives de l'année d'études dans laquelle ils sont inscrits (sauf dispenses autorisées).

Art. 7. Aucune absence n'est tolérée si elle n'est pas dûment motivée et appuyée de pièces justificatives.

Art. 8. Les élèves arrivant en retard doivent justifier l'arrivée tardive par des motifs acceptables auprès du chef d'établissement ou de son délégué qui apprécie les motifs invoqués.

Art. 9. Pendant la pause de midi, les élèves mineurs ne peuvent quitter l'établissement sans à la fois une demande écrite des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale et une autorisation du chef d'établissement ou de son délégué. Il est toujours possible au chef d'établissement de ne pas donner son autorisation ou de la retirer.

Art. 10. Les élèves peuvent avoir un horaire décalé par rapport à l'horaire normal, soit au début, soit à la fin de la journée. Dans ce cas, à la demande des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, les élèves mineurs peuvent être autorisés par le chef d'établissement ou son délégué à arriver à l'établissement pour le début de la première heure effective de cours et à le quitter à la fin de la dernière heure effective de cours.

Les élèves ne peuvent traîner aux abords de l'école.

Art. 11. Les élèves ne peuvent quitter l'établissement pendant la ou les heure(s) creuse(s) ou la ou les heure(s) de cours supprimée(s) pendant la journée suite à l'absence d'un professeur. Cependant, sur demande ponctuelle et écrite des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale pour l'élève mineur, sur demande ponctuelle et écrite de l'élève majeur, le chef d'établissement ou son délégué peut autoriser l'élève à quitter l'établissement dans des cas exceptionnels.

Art. 12. La dispense du cours d'éducation physique n'est accordée par le Ministre ou son délégué que sur production d'un certificat médical motivé. Quand ce certificat concerne l'ensemble de l'année scolaire, il est produit avant le 15 septembre, sauf si des circonstances exceptionnelles le justifient.

L'élève qui bénéficie de dispenses temporaires doit être présent à l'établissement; il se verra soumis à des tâches qui seront soumises à une évaluation. L'élève qui bénéficie d'une dispense permanente du cours d'éducation physique doit être présent à l'établissement; il ne sera pas évalué.

Art. 13. Les élèves sont soumis à l'autorité du chef d'établissement et des membres du personnel, dans l'enceinte de l'établissement, aux abords immédiats de celui-ci et en dehors de l'établissement lors des activités extérieures organisées par l'établissement.

Art. 14. Sous la conduite et le contrôle des professeurs, les élèves tiennent un journal de classe. L'usage pédagogique du journal de classe est défini par le règlement des études. Le journal de classe mentionne l'horaire des cours et des activités pédagogiques et parascolaires. Le journal de classe tient aussi lieu de moyen de correspondance entre l'établissement et les parents de l'élève ou la personne responsable. Les communications concernant les absences, les retards, les congés peuvent y être inscrites. Le journal de classe doit être tenu avec soin et signé par les parents de l'élève ou la personne investie de l'autorité parentale au moins une fois par semaine lorsque l'élève est mineur.

Art. 15. La Commission d'homologation doit pouvoir constater que le programme des cours a effectivement été vu par l'élève. Les pièces justificatives nécessaires à l'exercice du contrôle par la Commission d'homologation, en particulier le journal de classe, les cahiers, doivent être conservés. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement précise si les documents sont conservés par l'élève ou l'établissement.

Art. 16. Sans préjudice de l'application éventuelle à l'élève d'une des sanctions disciplinaires précisées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999 définissant les sanctions disciplinaires et les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, l'élève lui-même s'il est majeur, les parents de l'élève mineur ou la personne investie de l'autorité parentale sont responsables des dommages occasionnés par l'élève au bâtiment, au matériel et au mobilier de l'établissement scolaire ainsi qu'aux effets des membres du personnel. Ils sont tenus de procéder à la réparation du préjudice subi par l'établissement ou le membre du personnel, le cas échéant, par la prise en charge du coût financier de la remise en état des biens et des installations.

Art. 17. Les élèves sont tenus d'être attentifs aux effets personnels et au matériel qu'ils apportent à l'établissement. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement précise les objets non scolaires interdits dans l'enceinte de l'école.

Art. 18. Sauf pour ce qui concerne les emplacements spécialement réservés au dépôt et uniquement dans la mesure où une faute peut être établie dans son chef, la responsabilité de l'établissement ne couvre pas la perte, le vol ou les dommages causés aux objets personnels des élèves.

Art. 19. Aucune initiative collective ou individuelle sortant du cadre normal des activités scolaires ne peut être prise sans avoir reçu l'accord préalable du chef d'établissement ou de son délégué (affichagees, pétitions, rassemblements, etc.).

Art. 20. Le présent règlement d'ordre intérieur de base ne dispense pas les élèves, leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale, de se conformer aux textes légaux, règlements et instructions administratives qui les concernent, diffusés s'il échet par le Ministère de la Communauté française ainsi qu'à toute note interne ou recommandation émanant du chef d'établissement ou de son délégué.

Art. 21. La responsabilité et les diverses obligations des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale prévues dans le présent règlement d'ordre intérieur deviennent celles de l'élève lorsque celui-ci est majeur et subsistent pendant toute la scolarité de l'élève au sein de l'établissement.

Art. 22. Les polices collectives d'assurances scolaires souscrites par le Ministère de la Communauté française auprès d'une société d'assurance, comportent essentiellement deux volets: l'assurance responsabilité civile et l'assurance contre les accidents corporels.

Art. 23. Tout accident, quelle qu'en soit la nature, dont est victime un élève dans le cadre de l'activité scolaire, doit être signalé dans les meilleurs délais au secrétariat de l'établissement.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1999.

Art. 25. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

N. 2000 — 44

[99/29644]

7 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het basis-huishoudelijk reglement voor de inrichtingen voor het secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 3, 9° zoals ingelast bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999;

Gelet op het besluit van 12 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de tuchtstraffen en de nagere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 7 juni 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs, met inbegrip van het bijkomend beroepssecundair onderwijs met volledig en met beperkt leerplan en op de autonome internaten die onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerd verplicht onderwijs ressorteren.

Art. 2. Het hoofd van de inrichting kan aanvullende regels bij het basis-huishoudelijk reglement treffen. Deze aanvullende regels worden vooraf aan het advies van de Deelnemingsraad van de inrichting voorgelegd. Behoudens afkeuring door de Minister of diens afgevaardigde wegens dwaling omtrent het recht of strijdigheid met het algemeen belang, worden ze van rechtswege van toepassing na een termijn van zestig dagen vanaf hun kennisgeving aan de Algemene Directie van het verplicht onderwijs. Het advies van de Deelnemingsraad wordt bij deze kennisgeving gevoegd.

Art. 3. Elke aanvraag om inschrijving van een leerling gaat uit van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de meerderjarige leerling.

Zij kan ook van een persoon uitgaan die zorgt voor de feitelijke bewaring van de minderjarige voor zover deze persoon zich kan beroepen op een uitdrukkelijk mandaat van een van de in lid 1 bedoelde personen.

Art. 4. Het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde stelt de persoon (personen) van wie de aanvraag om inschrijving uitgaat in kennis ervan dat de leerling slechts regelmatig ingeschreven is vanaf de ontvangst van de stukken bepaald door de wetteksten, reglementen en administratieve voorschriften, waarvan hij de lijst bezorgt.

Art. 5. Het hoofd van de inrichting die een vrije leerling toelaat moet door de ouders of door de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of door de meerderjarige leerling een bewijsstuk laten ondertekenen waaruit blijkt dat hij (zij) werd(en) verwittigd dat die leerling geen enkel bekwaamheidsbewijs zal behalen op het einde van het schooljaar; evenwel kan er een getuigschrift van schoolbezoek uitgereikt worden.

Art. 6. Het regelmatig schoolbezoek is de eigenlijke grondslag van de regelmatigheid van de studies. De leerlingen zijn ertoe verplicht effectief en regelmatig alle lessen, inhaallessen, proeflessen en alle culturele en sportactiviteiten van het schooljaar te volgen waarvoor zij ingeschreven zijn (behoudens gewettigde vrijstellingen).

Art. 7. Geen enkele afwezigheid wordt aanvaard indien zij niet behoorlijk met redenen wordt omkleed en gestaafd door bewijsstukken.

Art. 8. De leerlingen die te laat aankomen moeten hun laattijdige aankomst met aanvaardbare redenen verantwoorden bij het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde die de ingeroepen redenen beoordeelt.

Art. 9. Tijdens de middagpauze mogen de minderjarige leerlingen de inrichting niet verlaten, zonder tegelijkertijd een schriftelijk verzoek van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent en een machtiging van het hoofd van de inrichting of van zijn afgevaardigde. Het is altijd mogelijk dat het hoofd van de inrichting zijn toelating niet geeft of ze intrekt.

Art. 10. De leerlingen mogen een lesrooster hebben dat verschoven is t.o.v. het normale lesrooster, hetzij in het begin, hetzij op het einde van de schooldag. In dat geval kunnen de minderjarige leerlingen, op aanvraag van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, machtiging krijgen van het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde naar de inrichting te komen voor het begin van het eerste effectieve lesuur en ze te verlaten op het einde van het laatste effectief lesuur.

De leerlingen mogen niet in de omgeving van de school rondzwerven.

Art. 11. De leerlingen mogen de inrichting niet verlaten tijdens het tussenuur (of de tussenuren) of tijdens het lesuur (of lesuren) afgeschaft tijdens de dag ten gevolge van de afwezigheid van een leerkracht. Op de daarop gerichte en schriftelijke aanvraag van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht op de minderjarige leerling uitoefent, op de daarop gerichte en schriftelijke aanvraag van de meerderjarige leerling, kan het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde evenwel de leerling toelating geven de inrichting in uitzonderlijke gevallen te verlaten.

Art. 12. Vrijstelling voor het vak lichamelijke opvoeding wordt slechts door de Minister of zijn gemachtigde toegekend op voorlegging van een gemotiveerde geneeskundige verklaring.

Wanneer dit attest heel het schooljaar betreft, moet het vóór 15 september ingediend worden, tenzij buitengewone omstandigheden het anders verantwoorden.

De leerling die tijdelijke vrijstellingen heeft gekregen moet in de inrichting aanwezig blijven; hij krijgt taken af te maken die geëvalueerd worden. De leerling die en doorlopende vrijstelling heeft bekomen voor het vak lichamelijke opvoeding moet in de inrichting aanwezig blijven; hij wordt niet geëvalueerd.

Art. 13. De leerlingen staan onder het gezag van het hoofd van de inrichting en van de personeelsleden, binnen de inrichting, in de onmiddellijke omgeving ervan en buiten de inrichting tijdens buitenactiviteiten georganiseerd door de inrichting.

Art. 14. Onder de leiding en het toezicht van de leerkrachten houden de leerlingen een klasboek bij. Het pedagogisch gebruik van het klasboek wordt bepaald door het studiereglement.

Het klasboek vermeldt het lesrooster en de pedagogische en parascolaire activiteiten. Het klasboek dient ook als verbindingsmiddel tussen de inrichting en de ouders van de leerling of de verantwoordelijke persoon. De mededelingen inzake afwezigheden, tetaatkomsten, verlofdagen kunnen er ingeschreven worden. Het klasboek moet zorgvuldig bijgehouden te worden en dient indien de leerling minderjarig is, ten minste eenmaal per week ondertekend te worden door de ouders van de leerling of door de persoon die de ouderlijke macht op de minderjarige leerling uitoefent.

Art. 15. De Homologatiecommissie moet kunnen vaststellen dat het programma van de lessen effectief werd gevolgd door de leerling.

De bewijsstukken die nodig zijn voor de uitoefening van het toezicht door de Homologatiecommissie, inzonderheid het klasboek, de schoolschriften, moeten bewaard blijven. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt of de documenten door de leerling of door de inrichting bewaard worden.

Art. 16. Onverminderd de eventuele toepassing op de leerling van een van de tuchtstraffen, nader omschreven in het besluit van 12 januari 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de tuchtstraffen en de nadere regels voor hun treffen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, zijn de leerling zelf, indien hij meerderjarig is, de ouders van de minderjarige leerling of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, verantwoordelijk voor de schade berokkend door de leerling aan het gebouw, het materieel en het meubiliair van de schoolinrichting alsook aan de zaken van de personeelsleden. Zij zijn verplicht de schade toegebracht aan de inrichting of geleden door het personeelslid te herstellen, desgevallend, door het ten laste nemen van de financiële kosten van het herstel van de goederen en de installaties.

Art. 17. De leerlingen moeten weken over hun persoonlijke zaken en het materieel die zij in de inrichting meebrengen. Het huishoudelijk reglement van de inrichting bepaalt de voorwerpen die geen verband hebben met het onderwijs en die binnen de school verboden zijn.

Art. 18. Behoudens voor wat de plaatsen betreft die speciaal voorbehouden zijn voor de bewaring en enkel voor zover een fout kan bewezen worden ten aanzien van haar, strekt de verantwoordelijkheid van de inrichting niet tot het dekken van verlies, diefstal of schade berokkend aan de persoonlijke zaken van de leerlingen.

Art. 19. Geen enkel collectief of individueel initiatief dat het normaal kader van de schoolactiviteiten te buiten gaat, kan genomen worden zonder de voorafgaande instemming van het hoofd van de inrichting of van zijn afgevaardigde (aanplakkingen, verzochtschriften, verzamelingen, enz.).

Art. 20. Dit basis-huishoudelijk reglement geeft de leerlingen, hun ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent geen vrijstelling zich te schikken naar de wetteksten, reglementen en administratieve voorschriften die hen betreffen, die zo nodig door de Minister van de Franse Gemeenschap worden verspreid alsook naar elke interne nota of aanbeveling van het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde.

Art. 21. De verantwoordelijkheid en de verschillende verplichtingen van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, die bepaald zijn in dit huishoudelijk reglement berusten bij de leerling wanneer hij meerderjarig is en blijven bestaan tijdens heel de schoolplicht van de leerling in de inrichting.

Art. 22. De collectieve schoolverzekeringsspolissen aangegaan door het Ministerie van de Franse Gemeenschap bij een verzekeringsmaatschappij bevatten essentieel twee delen : de verzekering aansprakelijkheid en de verzekering tegen ongevallen.

Art. 23. Elk ongeval, onngeacht de aard ervan, waarvan een leerling het slachtoffer is in het kader van de schoolactiviteit, moet zo spoedig mogelijk aan het secretariaat van de inrichting worden medegedeeld.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1999.

Art. 25. De Minister tot wiens bevoegdheid het verplicht onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX